

**PORTANT MODIFICATION DE L'ARRETE N°AP-2024-0006
RELATIF AUX EMBLEMENTS A DUREE LIMITEE DANS LE TEMPS**

LE MAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants, L. 325-1 à L. 325-3 et R. 417-12 ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Vu l'arrêté municipal n°AP-2024-0006 en date du 21 février 2024 réglementant l'ensemble des emplacements de stationnement à durée limitée dans le temps ;
Considérant le réaménagement de la rue du 14 Juillet et du carrefour entre l'avenue du général de Gaulle et le boulevard Alsace Lorraine ;
Considérant la requête du cabinet de syndic sis 14 boulevard Alsace Lorraine demandant la révision du nombre d'arrêts minutes rue du Chanoine Laborde ;
Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de modifier par le présent arrêté la liste des emplacements de stationnement à durée limitée ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – La liste des emplacements de stationnement à durée limitée dans le temps, définie par l'article 1^{er} de l'arrêté municipal n° AP-2024-0006 est modifiée comme suit :

- 2 emplacement de 60 minutes réduits à 15 minutes au droit du numéro 75 bis,
- 1 emplacement de 60 minutes réduit à 15 minutes au droit du numéro 67 bis,
- Rue du 14 Juillet : - 1 emplacement de 60 minutes réduit à 15 minutes au droit du numéro 64,
- 1 emplacement supprimé au droit du numéro 64,
- 4 emplacements supprimés au droit du 69,
- 2 emplacements supprimés au droit du numéro 15,
- Boulevard Alsace Lorraine : 1 emplacement supprimé au droit du N°1,
- Rue du Chanoine Laborde : 3 emplacements supprimés au droit du bâtiment du 14 boulevard Alsace Lorraine. Demeure 5 emplacements en face.

ARTICLE 2 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 3 – Toute infraction aux dispositions du présent sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté est enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération est effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière sont à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 5 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 6 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

13 MARS 2024

Pau, le 23 février 2024


Charisse JOHANNE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire